

Journée internationale des droits de l'Homme et 70 ans de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, hier

Le génie créateur des détenus en exposition à la prison centrale de Libreville



Photo : DR

Le ministre d'Etat aux Droits Humains, Edgard Anicet Mboumbou Miyakou et les officiels, visitant les stands où sont exposées les réalisations des détenus.



Photo : DR

Il y avait également des activités de dépistage du VIH-Sida, du diabète et de la tuberculose au profit des détenus.

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

Ceux-ci ont présenté aux autorités les fruits de leurs différentes activités constitués, entre autres, d'objets d'art, de créations vestimentaires et ornementales ainsi que de produits de fabrication artisanale. Preuve d'une liberté de l'esprit créatif en milieu carcéral.

QUAND les détenus libèrent leur génie créateur, cela aboutit nécessairement à un résultat impressionnant. La commémoration, hier à la prison centrale de Libreville, de la Journée internationale des droits de l'Homme cumulée à celle, commémorative, des 70 ans de la Déclaration universelle des droits de l'Homme a pu le prouver. Car, ceux-ci ont présenté aux autorités les fruits de leurs différentes activités.

On pouvait ainsi apercevoir sur leurs stands, non seulement des objets d'art, des créations vestimentaires (robes aux couleurs chatoyantes, sacs à main, chaussures, etc.) et ornementales (pots de fleurs, vases décoratifs, etc.), des produits de fabrication artisanale, mais aussi des prouesses chorégraphiques dans le ballet d'ensemble de l'artiste Michaël Anicet.

C'était en présence, entre autres, du ministre d'Etat à la Justice et aux Droits humains, Edgard Anicet Mboumbou Miyakou, du coordinateur du système des Nations unies au Gabon, Stephen Jackson, et du commandant en chef de la Sécurité pénitentiaire, le général de brigade Olivier Moulengui Mfondo. En choisissant comme thème national pour cette commémoration "La prison et le droit au développement", le gouvernement a voulu changer le regard



Photo : DR

L'assistance constituée, entre autres, des représentants du Système des Nations unies au Gabon.

sur les maisons d'arrêt. Les établissements pénitentiaires doivent cesser d'être considérés comme des lieux abjects et n'inspirant que le mépris et le dégoût, pour se mettre au service du développement, en stimulant la capacité des détenus à créer et à contribuer à l'augmentation substantielle du Pro-

duit intérieur brut (PIB) du pays. Ceci en adéquation avec la thématique retenue par les Nations unies cette année : "Respectons la justice, la liberté et la dignité de la personne". « Tous les êtres humains sont libres et égaux en dignité et droit. Ils sont doués de raison et de conscience, et doivent agir les uns en-

vers les autres dans un esprit de fraternité », a déclaré, hier, le ministre d'Etat Edgard Anicet Mboumbou Miyakou, paraphrasant ainsi un passage de la Déclaration universelle des droits de l'Homme dont on célèbre le 70e anniversaire cette année. C'est la raison pour la-

quelle des consultations et des séances de dépistage du diabète, de la tuberculose, du VIH-Sida et de l'hypertension artérielle ont été organisées au profit des détenus. Dans la foulée de l'événement, un atelier de renforcement des capacités du personnel de la sécurité pénitentiaire sur le droit à l'intégrité physique et morale des prisonniers a été organisé.

« L'encadrement des personnes détenues nécessite d'énormes moyens à la fois humains, financiers et matériels », a confié le commandant en chef de la sécurité pénitentiaire. A ce sujet, le Système des Nations unies fait figure honorable pour son appui constant, ainsi que le Lions club qui accompagne 500 détenus dans l'immatriculation à la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs) et au dépistage du diabète.

Appel à la grève générale de Dynamique Unitaire (DU) Aucun écho à Libreville

P.M.M
Libreville/Gabon

La plupart des administrations de la capitale ont fonctionné normalement hier, faisant fi de l'appel à la grève générale d'avertissement de deux jours lancé par le mouvement syndical Dynamique Unitaire (DU), lors de son assemblée générale du 28 novembre dernier. Constat.

LE 28 novembre dernier, lors d'une assemblée générale tenue à son QG d'Awendjé, dans le 4e arrondissement de Libreville, le mouvement syndical Dynamique Unitaire (DU) annonçait une grève générale d'avertissement de trois jours - du 10 au 12 décembre 2018.



Photo : Prissilla Moussavou Mouity

Au ministère de la Fonction publique, certains bureaux étaient vides certes, mais les agents disent ne pas observer la grève annoncée par la DU. Photo de droite : A la Solde, les agents étaient à leurs postes.

Une grève qui devait être suivie d'une grande marche pacifique le 18 décembre prochain, sur l'ensemble du territoire national. Hier, à la mi-journée, le tour de quelques administrations publiques de la capitale effectué par des reporters de l'Union a per-

mis de constater que l'appel de la DU n'a eu aucun écho sur le terrain. Que ce soit dans les bureaux, les usines ou les marchés, les Librevillois vaquaient tranquillement à leurs occupations quotidiennes en ce début de semaine. Les agents publics particulièrement étaient à leurs



Photo : Prissilla Moussavou Mouity

postes. Et même si les activités fonctionnaient au ralenti dans certaines administrations visitées, cela n'avait rien à voir avec l'appel de la DU, ont assuré les responsables et les agents rencontrés. Au ministère de la Fonction publique par exemple, certains bureaux étaient

vides certes, mais les quelques agents croisés dans les couloirs ont dit observer depuis quelques semaines une grève pour revendiquer des meilleures conditions de travail. « Nous sommes à nos postes, mais nous ne travaillons pas. Nous pointons

la journée juste pour faire acte de présence. Nous travaillons à ce rythme avant même la décision de la Dynamique unitaire », a fait savoir un agent dudit ministère.

La situation était la même à la direction générale des Impôts et à la Solde, au centre-ville. Les bureaux étaient tous occupés, en dépit des tensions perceptibles au sein des Régies financières. Leurs agents affirment n'être pas membres de la Dynamique Unitaire qui, selon eux, ne serait plus crédible.

« Nous ne savons plus si c'est de la politique ou du syndicalisme que fait la Dynamique Unitaire. Si demain nous rentrons en grève, ce ne sera pas parce que la DU nous l'aura demandé », a confié un agent des Impôts ayant requis l'anonymat.